



DERNIERS JOURS ?

Passé la réunion du CTPU (*) du 24 novembre, le statut national des enseignants-chercheurs aura vécu si rien n'est fait pour empêcher sa dislocation en autant de pseudo-statuts régis localement par des présidents d'université transformés en managers aux pouvoirs étendus. Porter atteinte aux libertés scientifiques, considérer l'enseignement comme une punition (par des services alourdis) est une politique qui ruine l'enseignement supérieur et la recherche. Au-delà de la colère, l'inquiétude, le désarroi sont de vaines attitudes, le chacun pour soi n'est jamais gagnant. Tous les enseignants du supérieur, et pas seulement les enseignants-chercheurs, premiers visés dans ce dispositif qui veut mettre fin à leur statut national, doivent intervenir et, additionnant leurs signatures sur la pétition nationale – <http://recherche-enseignement-superieur.fr> -, additionnant leurs présences actives dans la grève du 20 novembre et les manifestations, mettre en échec la révision du décret statutaire de 1984.

C'est dans l'action collective construite dans les universités, élaborée en résonance avec les autres secteurs de l'éducation, solidairement bouleversés par la dégradation des dispositifs de formation des enseignants, qu'il convient d'engager un à un tous les personnels et tous les étudiants dans tous les établissements d'enseignement supérieur. L'opposition, artificiellement construite par le ministère, entre les personnels, entre les établissements, entre les filières de formation, ne vise qu'à affaiblir les possibilités de riposte solidaire.

Les organisations syndicales, tant dans l'enseignement supérieur, avec les collectifs et associations, que dans le premier et le second degrés, dans une unité peu commune associant les organisations étudiantes et lycéennes, appellent à faire du jeudi 20 novembre une journée de grève qui comptera. Les manifestations organisées ce 20 novembre, à l'appel de toutes les organisations dans la quasi-totalité des villes de France, doivent conduire le gouvernement à inverser les logiques qui maltraitent les services publics, à réorienter les choix budgétaires désastreux pour notre pays, pour ses services publics, pour la jeunesse, pour la recherche, pour ses personnels.

Penser qu'on peut construire un rapport de forces sans grève ni manifestations est une illusion. Le SNESUP, avec ses élus dans toutes les instances locales et nationales, appelle solennellement tous les universitaires à l'action pour l'ensemble de nos revendications.

Tous en grève le 20 novembre !

(*) Comité Technique Paritaire des Personnels enseignants titulaires et stagiaires de statut Universitaire.